

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ECOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 52 – MAI 2001

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL " L'oubli et la mémoire " Serge Rechter

P.3

" Le conflit israélo-palestinien : Pax Americana ou Guerre de 100 ans ? " Dominique Moïsi, Directeur adjoint de l'IFRI

P.7

" La politique de défense de la France entre professionnalisation, Europe de la défense et arme nucléaire " Vice-Amiral d'Escadre, Jacques Celerier, Directeur de l'IHEDN

P.10

" Les valeurs de la République aujourd'hui : comment les protéger ? Comment les transmettre ? " Raymond Forni, Président de l'Assemblée Nationale

AGENDA :

- **22 mai 2001**
Général d'Armée Bertrand de Lapresle, Gouverneur des Invalides, sur le thème : Grandeur et servitude militaires : pourquoi mourir aujourd'hui ? "
- **6 juin 2001**
Visite d'EADS à Toulouse
- **27 juin 2001**
Petit-déjeuner débat : " Des Maires face à la violence urbaine " (intervenants à confirmer)

L'oubli et la mémoire *par Serge Rechter*

Après l'Histoire, il n'y a pas la fin de l'Histoire. Il y a pire. Il y a l'oubli. A dire le vrai, il existe deux sortes d'oubli : l'**oubli-usure** : les choses s'estompent, s'atténuent, se mêlent, se confondent en un salmigondis, d'ailleurs lacunaire, *d'événements historiques*.

Je relisais, il y a peu, le Lavisse à l'usage des enfants de l'Ecole communale des années trente. Tout est en place : Azincourt, Jeanne d'Arc, la Saint-Barthélemy, la prise de la Bastille, Robespierre, Bonaparte, la guerre de 1914/1918, etc. Mais, tout ceci est à des années-lumière de ce qui est transmis aujourd'hui à nos enfants et petits-enfants. Pour eux, tout est entré dans la pénombre et se confond en un théâtre d'ombres, sans acteurs, sans action, sans spectateurs, dépourvu de tout sens. C'est le rôle de l'éducation et des professeurs d'histoire que de faire revivre les événements de l'histoire, de les expliquer, de les relativiser et de montrer que chacun d'eux nous a fait ce que nous sommes et nous indique le chemin où nous pouvons aller et celui où il ne faut pas aller.

Mais, il a y un autre oubli, terrible celui-là, c'est l'**oubli-rejet**. Une génération, d'un coup, se lève et nous dit tranquillement : assez parlé de Vichy, de Pétain, de la collaboration, de la Résistance, de de Gaulle, de la Shoah, de Papon, de l'Algérie, etc. C'est un rejet terrible, car la frontière entre l'**oubli-rejet** et l'**oubli-amnésie**, entre l'**oubli-amnésie** et l'**oubli-amnistie**, entre l'**oubli-amnistie** et l'**lénégationnisme**, est très ténue. N'allons pas dans cette voie de la négation de toute distinction entre ce qui a été bien et ce qui a été mal, même si cette distinction est manichéenne. Car c'est elle qui forge notre identité et introduit de la morale dans nos comportements individuels et collectifs.

Lutter contre l'oubli, c'est cultiver tous ensemble une volonté déterminée de mémoire. Mais une mémoire apaisée, réfléchie, constructive. Une mémoire à laquelle tous ceux qui le peuvent doivent travailler : sociologues, philosophes, intellectuels, politiques, et bien entendu, témoins. Une mémoire transmise par les historiens et les éducateurs (mais pas seulement eux) qui fonde notre action collective, qui permette l'exercice d'une action politique enrichie du passé et qui, de ce fait, soit porteuse d'un avenir stimulant et respectueux des hommes.

SR

Dominique MOÏSI

" Le conflit israélo-palestinien : Pax Americana ou Guerre de 100 ans ? "

Pour son premier rendez-vous de l'année 2001, Géostratégies 2000 a reçu, le 9 janvier, Dominique Moïsi, venu débattre du conflit israélo-palestinien. Dans une atmosphère parfois passionnelle (pouvait-il en être autrement ?), il a soutenu avec brio, en présence de plusieurs personnalités, notamment des Ministres Conseillers de l'Ambassade des Etats-Unis, que la paix était impossible et la guerre improbable.

En ce début de troisième millénaire, la situation au Moyen Orient se trouve dans une impasse. La paix y est impossible, affirme Dominique Moïsi. Deux complexes d'infériorité, très puissants, se font face. Les Palestiniens sont persuadés qu'ils sont le dernier exemple de colonisation du monde occidental. Les Juifs, en revanche, pensent que la création de leur Etat, après guerre, constitue un accomplissement logique, et qu'il s'agit là du dernier mouvement de libération nationale de l'histoire européenne. Pourtant, dans le grand tourbillon de la décolonisation, il vivent à contre-courant.

Un antagonisme exacerbé

La mondialisation effrénée de ces dernières années renforce le caractère dramatique de la situation. L'Etat hébreu est devenu l'un des pôles les plus développés du monde occidental. On y assiste à un véritable boom des nouvelles technologies (170 Israéliens sur 1000 travaillent dans ce secteur, soit le double des Américains). Israël décolle économiquement, mais, dans le même temps, son isolement géographique s'accroît. Engagé dans une course à la modernité, il se soucie moins de son environnement régional, considéré comme secondaire. Il s'agit là d'un " narcissisme suicidaire ", reconnaît Dominique Moïsi. De leur côté, les Palestiniens prennent conscience de ces disparités qui s'exacerbent. Ils voient bien qu'ils évoluent dans deux siècles différents et cela accentue leur humiliation de départ. Les citoyens arabes d'Israël (qui représentent 20 % de la population totale) ont l'impression d'être des citoyens de seconde zone. Ils sont pourtant 85 % à vouloir garder leur statut, car ils savent qu'ils bénéficient d'une condition privilégiée, économiquement et socialement. En revanche, en cas de conflit, ils choisissent, à 75 %, leur peuple contre leur Etat. Cette réalité accroît la méfiance d'Israël et crée une situation explosive. Au lieu de devenir un pont régional, comme l'auraient souhaité les pionniers, Israël se transforme de plus en plus en ghetto mondial, souligne Dominique Moïsi.

Les Israéliens possèdent la bombe atomique, une supériorité militaire incontestée et ont pour alliés les Etats-Unis. Mais, ils souffrent d'un sentiment d'insécurité profond. Face à eux, les Palestiniens n'ont plus rien à perdre. Démographiquement, ils sont en position de force. Les cinq millions de juifs d'Israël redoutent les cent millions d'arabes de la région.

Parallèlement, l'Etat hébreu traverse également une crise existentielle, plus métaphysique. Dans ce contexte historique exceptionnel, il faudrait des " hommes historiques ", providentiels, comme en Afrique du Sud. Or, Rabin a été assassiné et Arafat ne sera jamais Mandela. Sa survie personnelle lui

importe plus que la paix pour sa génération. Dans le ballet diplomatique incessant du Moyen Orient, les apparences sont reines.

Un compromis impossible

Si, pour toutes ces raisons, la paix est impossible, la guerre demeure toutefois improbable. Les pays arabes ont besoin de la force de leurs armées pour assurer la stabilité de leurs régimes. Ils ne peuvent s'engager contre Israël, qui les écraserait. C'est un scénario qui ressemble beaucoup à celui de la guerre froide, admet Dominique Moïsi. Un seul pays pourrait être tenté par l'aventure : c'est l'Iran, mais il est loin et non arabe. Bien sûr, on ne peut écarter totalement des risques de dérapages qui pourraient entraîner la Syrie ou l'Égypte dans un conflit qu'elles ne souhaitent absolument pas et qui remettrait en cause leurs priorités actuelles.

Concrètement, ce que Barak avait cédé, allait beaucoup plus loin que ce que les Israéliens, les Occidentaux et même les Arabes pouvaient imaginer. C'était le retour aux frontières de 67, la souveraineté palestinienne sur 95 % des territoires occupés, et l'acceptation de voir Jérusalem devenir la capitale de l'État palestinien. Malheureusement, cette vision stratégique reposait sur une incapacité tactique totale.

Les Palestiniens n'ont toujours pas compris pourquoi, en 1948, ils ont dû payer pour les fautes de l'Europe. Ils se sentent victimes d'une querelle qui n'est pas la leur. Mais, leur exigence absolue de justice les amène à nier le droit à l'existence d'Israël et à condamner, trois, voire quatre générations à la violence.

Face à cette incompréhension radicale, y a-t-il un compromis possible, s'interroge Dominique Moïsi. Il ne faut plus tabler sur la tolérance, ni sur l'acceptation de l'autre. C'est une politique illusoire. Les hommes d'État se trompent en se servant de la religion pour faire avancer les dossiers. Le débat sur les lieux saints est extrêmement complexe. Il faut écarter toute idée de souveraineté juive ou palestinienne et les internationaliser, diviser la ville, regrouper la population par zones.

Aujourd'hui, après l'échec des discussions de paix, psychologiquement et émotionnellement, le climat est comparable à celui de la fin des années 40. Il y a eu un immense recul. Les Israéliens sentent que les Arabes les perçoivent comme les chrétiens du Moyen-Âge, à Jérusalem, et les Palestiniens supportent de moins en moins le mépris des Israéliens.

A la fin des années quarante, les Français et les Allemands ont engagé un processus de réconciliation, car ils étaient dirigés par des hommes qui leur ont permis de transcender leurs émotions. Au Moyen-Orient, il n'y a rien de tel. Le pire l'emporte et les générations futures seront encore plus difficiles à rallier au camp de la paix. En effet, on assiste actuellement en Israël à un renforcement de la démographie négative. Un million de russes juifs, qui ignorent tout des réalités démocratiques, ont décidé de se fixer en Israël. Et ils sont actuellement rejoints par de nouveaux colons, qui quittent les États-Unis, déçus par la "mollesse" du régime israélien. Face à eux, ils vont découvrir des Palestiniens qui n'ont connu que la peur, la misère et l'humiliation...

Comme à l'accoutumée, un débat animé et parfois tendu, conduit par Serge Rechter, a clos la rencontre.

Dominique Bromberger (Journaliste) : Vous nous avez présenté un exposé profondément pessimiste. N'y a-t-il pas le moindre espoir de paix ?

C'est le pessimisme de la raison. Clinton a surestimé les possibilités de paix. Il a forcé les Israéliens à aller au-delà de ce qu'ils étaient prêts à accepter. Et comme les Palestiniens ont refusé, il y a eu un retour en arrière. Il y a une clarification des enjeux, mais aussi une polarisation plus claire. Les partisans de la paix sont déçus et isolés.

Claire Castagnou (Chargée de mission AFB) : *Pour parvenir à un terrain d'entente, il faut une confiance réciproque. Les modérés des deux camps ont-ils plus de chance de trouver un compromis ?*

Nous avons toujours pensé que les hommes de bonne volonté allaient l'emporter sur les extrémistes. La présence dans chaque camp de fondamentalistes constituait, selon nous, un obstacle majeur à la paix. Or, il s'avère aujourd'hui qu'il s'agit réellement d'un conflit de civilisations, et non pas de rapports de force entre modérés et extrémistes.

L'actualité politique fournit un exemple. Sharon sera Premier ministre. Cela provoquera une énorme réaction négative dans le monde arabe et renforcera l'auto-isollement d'Israël. Or, Sharon est plus à même de diriger le pays que Netanyaou, qui est un vendeur cynique et populiste, sans foi, ni loi. Sharon est un idéologue, mais c'est aussi un militaire, qui répugne à verser le sang.

Henri Dufoix (Directeur des ressources humaines Thales) : *Quel est le coût de cette tension permanente pour le Moyen-Orient et les Occidentaux ?*

Pour les pays du Moyen-Orient, ce coût est moins important et moins risqué que le test de la paix qui les obligerait à se confronter à la réalité et à la nécessité des réformes sociales, politiques et économiques. Pour l'Europe, la tension n'existe pas, puisqu'il n'y a pas de politique moyen-orientale commune. La question ne se pose pas de la même manière en Allemagne et en Angleterre ou en France. Il y a un contraste entre l'uniformisation anti-israélienne de l'opinion publique et les divergences gouverne-mentales.

Peut-on se comporter avec violence et brutalité en Israël en 2001 ? La politique des colonies de peuplement est suicidaire. Mais, est-ce là le vrai problème ?

Comment faire coexister deux peuples qui veulent divorcer ? Il faudrait les séparer, mais la terre est trop petite. On entre dans une logique terrible. Il y a une balkanisation du Moyen Orient.

Joël Spiro (Ministre Conseiller pour les Affaires Economiques. Ambassade des Etats-Unis) : *Si Arafat exige le droit au retour pour les Palestiniens, quelle est la dynamique qui va se développer ?*

Le droit au retour pour trois millions de Palestiniens ne bute pas sur un problème financier. Il se révélerait à terme moins onéreux que le coût de la violence. La difficulté est ailleurs. Comment expliquer qu'il y ait un Etat ouvert seulement aux Palestiniens restés sur place et nés après 1948 ? Les Palestiniens ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent pas revenir, alors que récemment un million de russes (qui ne sont pas tous juifs) et qui ignorent tout des réalités de la région, se sont installés dans l'Etat hébreu. Il y a un équilibre quasi impossible à trouver entre la paix, la justice et la mémoire. Il n'y a pas de réconciliation sans justice et celle-ci passe par le traitement de la mémoire. Il y a une dizaine d'années, les Israéliens auraient dû s'excuser pour les massacres et l'exode des Palestiniens. De même, Arafat aurait dû se recueillir devant le monument de l'Holocauste. Ces gestes n'ayant pas eu lieu, nous nous trouvons dans une impasse, où chacun nie la spécificité de la souffrance de l'autre. Il est très difficile de demander aux peuples d'avoir une vision historique.

Ingénieur Général Crémieux : *Pourquoi écartez-vous le risque de guerre ?*

Elle n'est pas impossible, seulement improbable. Les Israéliens la souhaitent, cela leur permettrait de se retrouver en terrain familier (guerres d'indépendance, de 1956, 67, 73...). Pour eux, l'Intifada représente la pire des guerres. Elle pose des problèmes moraux aux soldats israéliens. Mais, quel pays arabe accepterait ce piège ? Toutefois, il ne faut pas exclure totalement le risque, car les hommes d'Etat peuvent faire des fausses manœuvres, des erreurs de calcul.

Laurent Jacquet (Rédacteur en chef Le Moci) : *La France a-t-elle un rôle à jouer en solo ? Et la Russie ? Et les USA ?*

La France a un rôle spécifique au Liban, peut-être en Syrie. Mais, dans le conflit israélo-palestinien, elle est consciente qu'elle ne peut être une alternative crédible face aux Américains. Au sein de l'Union Européenne, elle a récemment montré qu'elle hésitait entre une vision de complémentarité et une vision de substitution, et a aussitôt recréé la méfiance d'Israël. Si la France choisit de se démarquer, elle se coupera de la majorité de ses partenaires européens et provoquera une tension transatlantique. La Russie, quant à elle, ne doit pas être laissée de côté. Il faut lui faire sentir qu'elle existe. Elle est protectrice des lieux saints et a donc une légitimité historique et religieuse. Quant aux USA, ils possèdent la clé. Ils représentent le seul " facilitator " possible, quand le moment sera venu. L'administration Bush gardera, dans un premier temps, une certaine distance avec le Moyen-Orient, c'est sa tendance naturelle. Mais, cela ne pourra pas durer longtemps. Il y aura moins d'esprit biblique que chez les démocrates, mais plus de réalité politique. Et, sur le terrain, la différence sera peu significative.

François Provenchère (Commissaire aux Comptes- Expert-Comptable) : Quelle est l'importance relative de Jérusalem ?

Personnellement, j'aurais dissocié Jérusalem, dans les négociations, car c'est le symbole le plus émotionnel. Il aurait fallu avancer plus loin pour les territoires occupés et le retour des réfugiés, puis seulement ensuite s'attaquer à Jérusalem. L'inverse a eu lieu. C'était un pari trop ambitieux qui a échoué.

Un débat riche, contradictoire et largement prolongé après la fin de notre rencontre avec Dominique Moisiw

Propos non revus par les intervenants

Marie-Clotilde Hingray

Vice-Amiral d'Escadre Jacques Celerier
***" La politique de défense de la France, entre
professionnalisation,
Europe de la défense et arme nucléaire "***

Le vendredi 19 janvier, Géostratégies 2000 a reçu le Vice-Amiral d'Escadre Jacques Celerier, directeur de l'IHEDN depuis juillet 1999. Devant une assistance nombreuse et avertie, il a fait le point sur les trois grands sujets qui dominent actuellement la politique de défense de la France : la professionnalisation, la stratégie européenne et l'arme nucléaire.

La professionnalisation, décidée en 1996 par le gouvernement de Jacques Chirac, s'est déroulée sans incidents majeurs. L'essentiel du chemin a été parcouru dans des conditions satisfaisantes, en dépit de " surchauffes conjoncturelles " inattendues et liées aux crises violentes qui ont secoué le continent européen ces dernières années, déclare d'entrée de jeu le Vice-Amiral Jacques Celerier. La disparition des appelés a été compensée par trois mesures : la réduction du format des armées, un plus grand appel à des engagés volontaires et à du personnel civil. Dans ce dernier cas, des déficits demeurent. La mobilité inter- armées et inter-services n'a pas fonctionné comme prévu. Et pour combler ces lacunes, l'Armée envisage un plus grand recours à l'externalisation des fonctions.

La professionnalisation à l'épreuve des faits

Les Armées ont pu relever le défi, car elles ont disposé du temps qui leur était nécessaire. La conscription ne s'est pas arrêtée avant la date fixée. Le pouvoir politique a maintenu le cap. Notre jeunesse a prouvé son sens civique, en continuant à venir faire son service.

Désormais, nous devons nous attacher à faire vivre notre Armée dans ce nouveau format. Pourrons-nous recruter les 13 à 15 000 militaires, dont nous aurons besoin chaque année ? C'est un exercice difficile, car nous il nous faut en permanence des jeunes. Ce qui suppose un turn-over important, des contrats à durée limitée, entraînant une certaine précarité de l'emploi. Pour compenser ce problème, l'Armée met en place des mesures d'accompagnement, tout un dispositif de reconversion vers la vie civile. Mais cela suffira-t-il ? Ne faudra-t-il pas aussi rendre les rémunérations plus attractives ? Par ailleurs, les " nouveaux " militaires ne rempliront pas toutes les tâches qui étaient exécutées par les appelés et leur polyvalence sera moindre...

Ce nouveau contexte nous oblige à porter une attention toute particulière au lien " Armée-Nation ", constate le Vice-Amiral Celerier. Il faut le maintenir, voire le renforcer, car nos concitoyens risquent de se désintéresser de tout ce qui touche à la Défense. Le pouvoir politique a pris en compte cette préoccupation, l'Education nationale va dispenser un enseignement sur la défense, dans le cadre de l'instruction civique.

Construire l'Europe de la Défense

Parallèlement, la France entend jouer un rôle moteur et dynamique dans l'Europe de la Défense. Elle participe activement à la mise en place de ses structures et de ses organismes. Reste le volet financier. Pour être crédibles, les Quinze devront accepter de régler leur contribution. Un vrai test qui démontrera –ou non- leur volonté de bâtir quelque chose ensemble.

Il faut aussi régler le problème des relations avec les pays tiers, ceux qui appartiennent à l'OTAN (comme la Turquie) ou qui n'ont noué aucune alliance. Ces pays sont d'accord pour mettre à la disposition de l'Union Européenne leurs moyens militaires, en cas de crise. C'est un signe encourageant. Il faut étudier des dispositifs pour les associer aux discussions, puis à la conduite des opérations. Comment permettre l'association dans la transparence sans rogner sur les prérogatives de l'Union Européenne ? Tel est le point crucial qu'il faut s'efforcer de résoudre et qui vaut également pour les rapports avec l'OTAN.

Enfin, les industries d'armement sont loin d'avoir terminé leur restructuration. Un grand pas a été accompli avec la constitution d'EADS, puis de Thales. Mais, tout reste à faire dans le domaine de la construction navale et des armements terrestres.

Quelle doctrine nucléaire ?

Dernier axe, l'arme nucléaire. La France poursuivra sa stratégie de dissuasion, affirme le Vice-Amiral Celerier, car " on ne désinventera pas l'atome ". Elle doit garder sa capacité de dissuasion face aux menaces existantes, à un niveau quantitatif plus faible, mais qualitatif très élevé. C'est là l'enjeu fondamental. Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer la prolifération des menaces, émanant de pays où la prise de décision relève de l'irrationnel et où l'opinion publique ne joue pas le même rôle que dans nos démocraties. Il nous faut adapter nos concepts. On peut même se demander s'il est encore opportun d'afficher une doctrine, ou s'il ne vaudrait pas mieux rester dans le flou, conclut le Vice-Amiral Celerier.

La rencontre s'est poursuivie par un débat approfondi, animé par Serge Rechter.

Paul Drezet (Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes) : Le reformatage des Armées est pratiquement terminé. Que va-t-il se passer maintenant au niveau budgétaire ?

La réponse est délicate. On ne peut donner de chiffres précis, car les décisions budgétaires relèvent de choix politiques. La France a montré qu'elle était disposée à fournir des efforts dans le renseignement spatial et le transport à long rayon d'action (A 400 M), mais il est très difficile de bâtir des hypothèses en fonction des disponibilités financières. La loi de programmation militaire 2003-2008 devrait être votée au printemps prochain. Le gouvernement a déjà donné des enveloppes globales. Le ministère de la Défense étudie comment les répartir. On ne raisonne pas en fonction de nos besoins, mais en fonction de l'argent que la Nation accepte de nous donner.

François Poirier (Directeur des achats de programme. France 2) : Les projets américains de défense anti-missiles, avec le NMD, ne risquent-ils pas de relancer la course aux armements ?

Oui, indubitablement. Si les Russes peuvent admettre que cela ne mettra pas en péril leur capacité nucléaire, cela constitue en revanche un problème majeur pour la Chine. Cela la pousse à multiplier ses vecteurs. En ce moment, elle investit beaucoup dans le nucléaire. N'oublions pas la prolifération nucléaire qui va disséminer la problématique dans toute la planète. C'est une question globale, qui concerne tous les acteurs internationaux .

Général Bertrand de Lapresle (Gouverneur des Invalides) : Notre politique de défense doit susciter des réponses positives au problème des recrutements. Ceux-ci sont très spécifiques. En entrant dans

l'Armée, les jeunes sont prêts à sacrifier leur vie. Nous parlons trop des moyens de la Défense, pas assez de ses valeurs, de ses objectifs. Il faut un élément mobilisateur axé sur les valeurs citoyennes, sur le lien " armée-nation ", " société civile-défense ". Sur ce plan, la réflexion nationale n'est pas assez poussée.

Je n'ai rien à ajouter. Je partage entièrement votre point de vue, observe le Vice-Amiral Célérier. Sur ce point, Serge Rechter précise que l'intervention du Général de Lapresle est capitale et qu'il conviendrait que Géostratégies 2000 soit le lieu d'un débat approfondi, sur ces thèmes, autour du Général de Lapresle.*

Colonel Manfred Rosenberg (Secrétariat EFADS) : *Il nous manque actuellement une culture européenne de sécurité. Les Français et les Allemands ont amorcé le débat en décidant la création d'un collège franco-allemand de sécurité européenne, auquel pourront se joindre d'autres partenaires. L'IHEDN est-il associé à ces réflexions ?*

Pas pour le moment. Le collège dont vous parlez s'inscrit dans une logique de formation professionnelle. Or, l'IHEDN ne s'adresse pas à des professionnels de la défense. Faudrait-il mettre sur les rails un IHEDN au niveau européen ? Ou ne vaudrait-il pas mieux définir d'abord une conception commune de la culture de défense européenne ? Il existe actuellement de grandes divergences sur ce sujet. Par ailleurs, il existe déjà le Collège de Défense de l'OTAN.

*** Ce débat a été fixé au 22 mai 2000**

Serge Rechter observe que ce qui a été accompli en Bosnie et au Kosovo a davantage fait progresser l'Europe de la Défense que le " conceptuel " au sens strict et le **Général de Lapresle** remarque également que l'opération " Alba ", montée entre Européens, sous l'égide de l'Italie, au moment de la guerre civile en Albanie, fournit un exemple concret

de réflexion commune pour préserver des intérêts communs, qui a abouti à un engagement européen (Grande-Bretagne exceptée) .

Laurent Jacquet (Rédacteur en Chef Le MOCI) : *Techniquement et sur le plan des valeurs, la formation des officiers est-elle adaptée pour relever les défis du troisième millénaire ?*

C'est un sujet gigantesque. Un jugement global sur les écoles d'officiers serait dangereux, car elles dispensent des spécialités très différentes. Ces dernières années, l'acquis technique avait tendance à l'emporter sur l'aspect " métier ". Il faut s'interroger davantage sur la formation au commandement. Les réformes en cours, au niveau des recrutements, vont dans le sens d'une plus grande ouverture, et c'est très bien. Nous avons besoin de jeunes, ouverts et formés, capables de s'adapter en toutes circonstances et de maîtriser des techniques de plus en plus sophistiquées

Propos non revus par les intervenants

Marie-Clotilde Hingray

Raymond Forni
" Les valeurs de la République :
comment les protéger ? Comment les transmettre ?"

Le 28 février dernier, Géostratégies 2000 a reçu, en présence de plusieurs personnalités, un ardent défenseur des valeurs de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, Raymond Forni. Cet avocat, député du Territoire de Belfort a démontré avec passion qu'il fallait non seulement protéger et transmettre ces valeurs, mais également les faire vivre au quotidien, et prouver qu'elles constituent le fondement même de notre démocratie.

" Je suis un enfant de la République et j'en éprouve une grande fierté ", affirme d'entrée de jeu Raymond Forni. J'ai le devoir de léguer cet héritage, mais mon rôle ne s'arrête pas là. Car, ces valeurs de la République bougent et changent dans un environnement qui évolue et dans un monde en pleine mutation. Il ne suffit pas de les protéger et de les transmettre ; elles appartiennent à une richesse que nous devons faire vivre au quotidien.

La République, c'est l'avènement d'un peuple qui affirme, dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qu'il veut se gouverner lui-même, selon les principes d'égalité et de liberté. C'est aussi une force d'attraction universelle et exceptionnelle, un asile pour ceux qui fuient les persécutions et rêvent d'un avenir meilleur pour leurs enfants. Cet héritage existe et crée notre unité. Mais, il ne faut pas se contenter d'entretenir les valeurs de notre histoire, il faut les rendre actuelles. Il faut, par exemple, persuader les jeunes que les valeurs de liberté et d'égalité sont dignes de sens, qu'elles ne sont pas seulement des décors de carton pâte. Les convaincre que la corruption, la délinquance financière, les privilèges, les passe-droits constituent de graves atteintes aux valeurs de la République. Il est indispensable que l'Assemblée poursuive son travail d'investigation sur le blanchiment de l'argent. Les discriminations à l'emploi et au logement, dont sont victimes les jeunes qui portent un nom à consonance étrangère, sont des atteintes inacceptables au pacte républicain. Les inégalités entre hommes et femmes, dans le monde du travail et dans la vie politique, sont également intolérables, même si, depuis quatre ans, des améliorations se dessinent, avec notamment le vote de la loi sur la parité.

Une République une et multiple

Il faut faire triompher l'universalisme républicain. En laissant les " citoyennes " à l'écart de la République, la moitié de la population française était marginalisée. La situation en Corse illustre bien ce débat sur l'abstraction citoyenne. L'Etat, dans ce qu'il représente, n'a pas rempli toutes ses obligations, il y a eu des déviances graves. La République ne s'identifie pas automatiquement au centralisme jacobin. Les lois de décentralisation ont montré qu'il n'était pas le seul fondement de notre République. Celle-ci doit ouvrir les yeux vers la société réelle, adapter certaines dispositions législatives avec le caractère insulaire de la Corse, comme cela se pratique en Sicile, en Sardaigne, en Ecosse... La République doit se vivre une aussi bien une que multiple. On ne peut faire l'impasse sur la richesse de nos différences. Elles font de la France une République ouverte sur la mondialisation (avec la construction européenne, l'élargissement aux Pays de l'Est), sans rien perdre de l'idée de Nation. Toutefois, une certaine vigilance s'impose, car désormais 60% de notre législation est d'origine communautaire. Il ne faut pas sous-estimer le risque de dilution.

C'est en assouplissant le carcan du centralisme jacobin que nous aurons véritablement une République vivante, et c'est là, l'un des grands enjeux des prochaines élections.

Le débat, animé par Serge Rechter, a permis à Raymond Forni de dialoguer franchement et sans détour avec les membres de notre club.

Général François Bresson (Conseiller Maître – Cour des Comptes) : *Quelle importance attachez-vous à la vie familiale pour transmettre les valeurs de la République ?*

Elle est primordiale. La famille constitue le premier cercle social. Toutefois, la situation actuelle ne facilite pas l'intervention des familles. Le système éducatif a également un grand rôle à jouer. Je regrette que l'enseignement ne prenne pas plus en compte l'instruction civique. Par ailleurs, la fin de la conscription a sonné le glas d'une certaine forme de transmission de ces valeurs. Il faut trouver un substitut.

Général Henri Paris (Président de Démocraties) : *La limitation du cumul des mandats est-elle une atteinte à la liberté ?*

L'homme politique pense que s'il ne détient pas assez de mandats, il s'affaiblit. Personnellement, je suis favorable à un cumul limité des mandats. Ce cumul est une tradition française. Dans notre système, ne pas avoir d'attache avec la région que l'on représente, constitue un réel handicap. Le mandat local est important. Si nous n'avions qu'un mandat national, une concurrence permanente se développerait à l'intérieur des partis, qui serait néfaste à la démocratie elle-même.

Général Raymond Germanos (Inspecteur Général des Armées) : *En ce début de XXIème siècle, l'intégration semble plus délicate qu'auparavant. Surtout pour la population musulmane. Comment y remédier ?*

Désormais, il faut intégrer des populations aux cultures et aux religions différentes. C'est beaucoup plus compliqué. Il y a des lieux d'intégration à privilégier, comme l'école, les collectivités locales (on trouve de plus en plus d'hommes et de femmes d'origine maghrébine dans la gestion des communes et sur les listes électorales), et les associations.

M. Jacques Boileau (Ingénieur Général des Armées – Expert Scientifique – DGA/SREA) : *L'Assemblée Nationale ne devrait-elle pas remettre un peu d'ordre et de cohérence dans le maquis des lois, chargées d'encadrer la vie du citoyen ?*

La complexité de la loi est une idée reçue. Toutefois, j'admets qu'un citoyen puisse être un peu perdu face à une multitude de textes législatifs, auxquels viennent s'ajouter des règles communautaires et des décisions prises au niveau ministériel. Nous avons sans doute trop tendance à vouloir intégrer dans un texte de loi toutes les hypothèses, à vouloir tenir compte des préoccupations des uns et des autres (Sénat, Assemblée...). Mais, la politique, n'est-ce pas aussi l'art du compromis ?

Christian Decharrière (Directeur Central de la Sécurité Publique. Ministère de l'Intérieur) : *La France est une République une et multiple. Peut-il y avoir, en Corse, une citoyenneté locale, étatique, européenne ? Comment trouver le bon équilibre ?*

La situation s'est dégradée en Corse depuis vingt cinq ans, parce que l'Etat n'a pas accompli sa tâche pour préserver l'unité nationale (guerres entre services de police et de gendarmerie, isolement de certains responsables d'administrations...). Il y a eu une défaillance évidente de la justice, l'activité criminelle a dérapé. Mais, tout ceci n'exonère pas la responsabilité des Corses eux-mêmes. Dans leur immense majorité, ils ne veulent pas sortir de la République, mais est-ce incompatible avec la notion de peuple corse ? Il y a un peuple corse, soudé par une même histoire, qui a le sentiment d'appartenir à

une même communauté locale, de partager les mêmes repères d'insulaires. Mais, ils appartiennent tous à la même Nation et il n'y a donc pas de citoyens corses.

Paul Drezet (Conseiller référendaire – Cour des Comptes) : *Quelle responsabilité porte la sphère politique dans le développement du laxisme ? Pourquoi ne s'interroge-t-elle pas plus sur le fonctionnement de l'école, de la justice et des grandes institutions ?*

La République est fondée sur le principe de la séparation des pouvoirs. En ce moment, on assiste à des tentatives d'empiètement, ce qui est dangereux pour la démocratie. Les hommes politiques se tiennent aujourd'hui sur la défensive. Ils doivent sans cesse répondre aux attaques, se justifier, alors qu'ils devraient passer leur temps à se faire les messagers des valeurs républicaines. Ils seraient beaucoup plus crédibles ainsi. Je ne crois pas que la démocratie traverse une crise, il y a simplement des hauts et des bas. Il y a, c'est vrai, une dérive contre laquelle il faut lutter collectivement. C'est l'abstention de plus en plus grande lors des scrutins électoraux.

Jean Donnedieu de Vabres (Ancien Secrétaire Général du Gouvernement) : *Je tenais simplement à faire une remarque sur la question de la séparation des pouvoirs. Le Conseil d'Etat a tout à fait le droit de donner des avis au gouvernement, mais ils doivent rester confidentiels. Ce sont les indiscretions qui politisent le débat.*

Il y a eu ces derniers temps une convergence de plusieurs critiques à l'égard du législateur, qui m'inquiètent. L'appareil judiciaire, le Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel sont sortis de leur mission première, en critiquant le travail du législateur. Le Conseil d'Etat peut et doit donner son avis, alerter le gouvernement sur des risques, mais dans le cadre du secret. Le Conseil Constitutionnel, pour ce qui le concerne, n'a à juger du travail parlementaire que lorsqu'il en est saisi quant à la validité ou non, des textes votés au seul regard de la Constitution.

Propos non revus par les intervenants

Marie-Clotilde Hingray